

Les chefs d'Etat et de gouvernement européens réunis à Londres, dimanche 2 mars 2025.



Sursaut européen

L'Europe pourrait-elle faire face à Vladimir Poutine à elle seule ?

Après l'altercation entre Donald Trump et Volodymyr Zelensky, l'Europe doit envisager sa défense seule. Mais peut-elle tenir tête à la Russie sans son éternel allié américain ?

Atlantico : Au regard du potentiel retrait des Etats-Unis sur le financement de la défense européenne, l'Europe est-elle en capacité, sur le plan politique, de trouver des compromis et d'apporter des solutions concrètes, seule, face à la Russie de Vladimir Poutine dans le cadre de la "coalition de volontaires", annoncée par Keir Starmer ?

Pierre Verluise : 23 des 27 États membres de l'Union européenne sont également - voire d'abord - membres de l'OTAN. Leurs armées sont aux standards de l'OTAN. Bon nombre de ces pays ont procédé à des achats d'armements significatifs auprès de l'industrie militaire américaine. Il est possible que l'un des objectifs de la pression exercée par Donald Trump, qui dure depuis plus de deux semaines, soit de forcer un certain nombre de pays européens à imaginer qu'en achetant davantage d'armements américains, ils pourront garantir à coup sûr la présence des États-Unis en Europe pour une période prolongée. Avec la certitude d'une intervention automatique des Etats-Unis en cas d'attaque russe. A l'heure actuelle, il existe DES industries européennes d'armement mais il n'existe pas UNE véritable industrie européenne d'armement. Il n'y a pas un équivalent européen d'Airbus dans le domaine de l'armement, notamment parce que les Américains ont tout mis en œuvre pour empêcher qu'une telle industrie se développe en Europe. Les États membres eux-mêmes ont aussi tout fait pour éviter cela, car il s'agit pour eux de protéger, non sans raison, des technologies de souveraineté, et ils n'ont pas toujours une confiance totale réciproque.

Il y a enfin une prise de conscience, après trois décennies, que la Russie post-soviétique demeure une « menace existentielle » pour reprendre l'expression d'E. Macron. Ce diagnostic aurait pu être posé bien plus tôt. Si les pays de l'UE dépensent 100 en armement, la question est de savoir quelle proportion ira aux industries d'armement américaines et quelle proportion ira aux industries des pays de l'Union européenne ou encore à un pays tiers, comme la Corée du Sud par exemple. Ces choix stratégiques sont cruciaux. Si nous sommes contraints de sacrifier une part de nos budgets sociaux, en particulier nos systèmes de protection sociale, pour acheter des armements américains, les pays de l'UE s'illusionnent en pensant acheter une garantie à 100 % de conserver le soutien de Donald Trump envers les intérêts et la sécurité de l'Union européenne. Le président Trump est tout à fait capable de prendre notre argent... sans garantir demain notre sécurité.

Quant à savoir si nos industries européennes sont capables de monter en puissance de manière suffisante, un optimiste pourrait dire que, puisque la Russie a massivement quitté ses frontières depuis 2008 (Géorgie) et 2014 (Ukraine, Crimée, Donbass), les pays de l'UE se sont organisés en 17 ans pour être à niveau. Cependant, les pays de l'UE ont trop tardé à comprendre et réagir. D'abord, dans notre soutien aux Ukrainiens, ils ont été contraints de se battre les mains liées, avec de nombreuses contraintes concernant l'usage des armes et des limites sur les armements livrés. Surtout, les pays européens n'ont pas été à la hauteur de notre responsabilité historique et morale d'assurer notre propre sécurité. Les pays de l'Union européenne ont pensé qu'à travers la norme et le commerce, ils allaient adoucir les mœurs et se garantir un avenir confortable. La réalité est différente. Avec le recul c'est assez pathétique.

D'un point de vue militaire, l'Europe est-elle en capacité de résister à un conflit avec la Russie dans un scénario d'absence de soutien américain ? Quelle est la dépendance de l'Europe vis-à-vis des États-Unis d'un point de vue militaire encore aujourd'hui ?

François Chauvancy : Je ne suis pas certain que l'Europe dépende essentiellement des capacités militaires américaines, à l'exception de leur capacité de projection, qui est réelle, et de la masse que représente l'armée américaine. En réalité, les armées européennes pourraient parfaitement être à la hauteur des forces armées américaines. Leur faiblesse réside dans le fait qu'elles sont 27 au sein de l'Union européenne, chacune avec ses spécificités. Il n'y a pas d'économie d'échelle sur les effectifs, par exemple, et les équipements ne sont pas standardisés. De plus, chaque pays privilégie certaines fonctions. Des pays de l'UE ont même refusé depuis de nombreuses années d'avoir des chars, comptant sur ceux de leurs alliés.

En revanche, ce que les États-Unis apportent surtout dans la protection de l'Europe, c'est leur volonté. Ils sont capables de mobiliser les États européens derrière eux précisément parce qu'ils représentent une force militaire et politique. Ils peuvent entraîner l'ensemble des États européens. Il s'agit donc d'un facteur d'agrégation dont l'Europe a besoin, et que les États-Unis fournissent, car ils assurent la cohérence de l'ensemble, notamment au sein

de l'OTAN, où, jusqu'à aujourd'hui, un général américain pilote l'un de ses deux grands commandements, celui des opérations. Le second est confié aux Français pour la préparation de l'avenir et la doctrine.

Après le sursaut européen à l'occasion du sommet organisé à Londres ce dimanche, les pays de l'UE sont-ils capables de surmonter leurs divisions entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest et de prendre des décisions d'une seule voix sur les enjeux clés comme l'armée européenne, la dissuasion nucléaire, le plan de paix pour l'Ukraine ou la nécessité de déployer des troupes en Ukraine ?

Pierre Verluise : La difficulté réside dans le fait que l'UE a laissé prospérer, depuis 2010, des pays comme la Hongrie de Viktor Orbán qui est sortie des grands principes de l'État de droit. En l'espace de quinze ans, les instances européennes n'ont pas réussi à remettre la Hongrie sur le droit chemin, ce qui n'est pas flatteur. De plus, ce pays s'est fait le porteur d'un soutien à la Russie de Vladimir Poutine et a, de diverses manières, posé des difficultés à la politique étrangère commune qui ont, à chaque fois, été surmontées au prix de concessions plus ou moins significatives. La Slovaquie suit également Moscou d'une certaine manière. Les pays de l'UE n'ont pas été en mesure d'agir comme il le fallait de manière collective.

La bonne nouvelle concerne les Polonais qui s'étaient éloignés à partir de 2015. Ils sont revenus dans de meilleures dispositions depuis 2023. Dans les faits, les traités européens ne permettent pas de ramener dans les règles du droit communautaire un État membre qui a décidé de s'en écarter ou de les ignorer.

Quant à la candidature de la Serbie, dont on sait qu'elle est historiquement, culturellement et stratégiquement proche de la Russie, il faut être totalement déconnecté de la réalité pour ne pas voir le lien possible avec la Russie. Si en quinze ans, les instances européennes n'ont pas réussi à remettre la Hongrie sur la bonne voie, je ne vois pas comment nous y parviendrions pour d'autres pays. La prudence s'impose donc en matière d'élargissement.

Quoi qu'il en soit, malgré le sommet de Londres ce 2 mars 2025, beaucoup de pays de l'UE partent de très bas en matière de défense européenne. Tout a été fait, y compris dans les traités européens, pour que l'OTAN soit le vecteur principal de la défense européenne. Et la politique étrangère et de sécurité commune ne peut en aucun cas être incompatible avec les intérêts de l'OTAN. Il va donc falloir se réinventer. Le chemin sera long et devra se poursuivre sur plusieurs décennies. J'attire votre attention sur le fait que la notion d'« Europe puissance » est souvent évoquée. Cependant, ce terme est assez flou. L'Europe, au sens géographique, comprend aussi bien l'UE que la Norvège, la Suisse, la Biélorusse, l'Ukraine... et une partie de la Russie. Parler d'UE puissance serait donc plus clair. Et de la clarté, nous en avons besoin.

Quant à la notion de puissance, elle repose d'abord sur un désir de puissance. Or, nous ne l'avons pas eu depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La puissance repose aussi sur une analyse partagée des risques et des moyens à mettre en œuvre. L'UE en est encore loin

de ces objectifs de puissance, notamment à cause de la Hongrie et de la Slovaquie. Nos amis allemands, il n'y a pas si longtemps, étaient encore à la remorque des États-Unis. Nos amis du Royaume-Uni, lorsque ce pays faisait encore partie de l'Union européenne de 1973 à 2020, ont toujours milité pour empêcher l'émergence d'une Europe puissance, en privilégiant une Europe des marchés. Nous partons donc de très loin, de très bas. Et cela relève d'abord de notre responsabilité.

Il sera nécessaire de se mettre d'accord sur une analyse et de mettre en œuvre un désir d'autonomie stratégique. Mais la puissance ne repose pas uniquement sur cela. La puissance repose également sur une population. Or, la population de l'Union européenne est démographiquement vieillissante. Si la population de l'Union européenne augmente, c'est uniquement grâce à un solde migratoire positif, ce qui génère des effets politiques, notamment auprès des forces d'extrême droite.

Les plans pour une Europe puissance sont extrêmement fragilisés par l'absence de soutiens politiques. Il suffit de voir, dans le cas français, qu'à la fois l'extrême gauche et l'extrême droite comptent des forces politiques qui ne souhaitent que de cliver la société, au risque d'empêcher les efforts budgétaires qui seront nécessaires.

Le véritable sujet est donc de savoir où se situera l'arbitrage entre l'État-providence, au sens très large du terme, et la défense. Concrètement, en France, l'effort de défense représente 2 % du PIB, tandis que la Russie y consacre 25 %. Cela fait plus de dix fois plus. Il est hors de question de monter à 25 %, mais même atteindre 5 % pourrait provoquer des manifestations de centaines de milliers de personnes dans la rue à cause du coût financier. Concrètement, quelle est la capacité de la société française à encaisser cet effort, et qui va l'expliquer ? J'ai cru comprendre que nous n'avons pas eu de gouvernement ni même de budget pendant des semaines. Est-ce bien responsable dans ce contexte stratégique ?

Le dernier élément concerne la puissance. Celle-ci repose sur un territoire, sur des capacités d'innovation et de production. L'Union européenne affiche une balance commerciale déficitaire pour la plupart de ses États membres. La France connaît un déficit commercial depuis des générations, et je ne parle même pas des déficits publics de l'État.

Je suis prêt à accepter l'hypothèse que nous nous réveillions soudainement en faveur d'une UE puissance. En effet, depuis 2004, je plaide pour la nécessité d'avoir une géopolitique pour l'Union européenne et une véritable logique de puissance. Je suis donc satisfait d'entendre, 15 ans plus tard, des voix au sein de l'UE l'affirmer, avec la première Commission von der Leyen (2019). Le chemin sera long, difficile et douloureux. Un sommet ne résoudra pas toutes nos difficultés. Les pays de l'UE sont déjà dans une position très fragile, avec un genou à terre. La question est de savoir si nous allons nous laisser abattre – voire nous coucher – ou si nous allons nous relever. Il n'est pas impossible que nous échouions. La bataille sera longue, difficile et le moment est complexe.

Pouvez-vous nous donner un aperçu de l'état de l'Europe d'un point de vue militaire ? Vous avez mentionné le fait que les armées européennes pourraient théoriquement être au niveau de l'armée américaine, est-ce que tous les pays se valent à ce niveau ?

François Chauvancy :

Non, tous les pays de l'UE ne se valent pas en termes de puissance militaire. La première raison réside dans le fait que beaucoup de ces États n'ont pas de forces militaires aguerries par différents conflits, ce qui n'est pas le cas de la France et de la Grande-Bretagne. Il est important de préciser que, bien que l'on parle d'Europe, on inclut parfois la Grande-Bretagne, mais celle-ci ne fait pas partie de l'Union européenne, ce qui introduit une différence notable. Théoriquement, si une collaboration devait se mettre en place entre l'Union européenne et la Grande-Bretagne, cela nécessiterait une réflexion politique sur ce que signifie l'Union. La Grande-Bretagne n'est pas en fait intégrée dans cette logique ; elle resterait indépendante dans tous les domaines, y compris sur le plan opérationnel. Elle pourrait très bien refuser de participer à certaines actions. En tout état de cause, les intérêts britanniques primerait.

Pour les différents pays de l'Union européenne, certains ont effectivement été aguerries par des guerres intenses. Par exemple, l'Irak a beaucoup aguerri l'armée polonaise. De même, les Danois ont été aguerries en Afghanistan. Les Allemands y ont aussi été présents mais ils ont été déployés dans des zones calmes. Mais dans l'ensemble, la grande majorité des États européens n'ont pas été impliqués avec de forts contingents dans des conflits majeurs, que ce soit en Irak ou en Afghanistan, à l'exception de certains effectifs relativement réduits.

L'affaiblissement global de ces armées, qui est logique, tient au fait qu'elles sont des armées de temps de paix. Chaque pays définit son propre modèle d'armée en fonction des objectifs pour lesquels elle est construite, et tous les pays ne sont pas orientés vers l'intervention extérieure. C'est là une grande différence avec les Britanniques et les Français, qui ont toujours mis en avant leurs capacités expéditionnaires et se sont préparés non seulement à défendre leur territoire, mais aussi à intervenir à l'extérieur.

Le déploiement européen en Ukraine aurait tendance à exposer les faiblesses des forces européennes, notamment leur incapacité à générer ou soutenir une armée suffisante sans le soutien américain pour faire face à Poutine et tenir dans la durée. Est-ce que cette analyse vous paraît cohérente ?

François Chauvancy :

Oui, il y a plusieurs facteurs à prendre en compte. Tout dépend de ce que l'on entend par « tenir dans la durée ». En réalité, cela permet de s'interroger sur les capacités des États européens à maintenir un engagement en Ukraine sur une longue période dans le cadre d'une opération d'interposition ou de maintien de la paix.

Il faut du temps pour générer des forces. Même si des objectifs ont récemment été révisés par l'OTAN, ou par la France, la génération de force consiste à mettre en alerte l'ensemble des forces disponibles. Cela implique de déterminer quelles forces mobiliser, comment les équiper, les entraîner à la mission, les employer et les transporter. Tout cela prend des semaines. Une fois qu'une unité apte au combat est créée en fonction des ressources militaires disponibles, il faut aussi assurer la relève et la récupération de ces forces.

Par exemple, pour envoyer 15 000 hommes en Ukraine, cela nécessite une rotation, car ces forces sont projetées pour 4 à 6 mois. Les mêmes effectifs sont en formation pendant cette période pour les remplacer alors que les forces projetées dans le mandat précédent récupèrent, se réentraînent et remettent en état leurs équipements. Dès qu'une force est projetée, quel que soit le pays, on constate que l'engagement sur un territoire ne peut durer plus de quatre mois à six mois en raison de l'usure des personnels, sans ignorer l'usure des équipements qu'il faudra aussi remplacer.

Il faut prévoir trois fois plus de soldats pour une force déployée en OPEX, soit pour 15 000 hommes, 45 000 pour assurer la mission dans la durée au moins pour les forces terrestres. En regardant la composition des forces armées actuelles, il est possible de constater que les armées sont extrêmement réduites en termes d'effectifs et peinent à assurer un engagement lointain et prolongé. Et ce, même dans des scénarios où il n'y a pas de pertes importantes, facteur non pris en compte dans une opération d'interposition ou de maintien de la paix.

Vous parliez des forces aériennes, navales et terrestres. En incluant la Grande-Bretagne, qui peut se permettre de refuser certaines initiatives, est-ce qu'il n'y a pas un problème logistique et stratégique si les Etats-Unis se retirent ?

François Chauvancy : Il y a un problème logistique car, bien que les distances soient moindres en Europe que dans d'autres parties du monde. Il ne faut pas oublier que les opérations de l'armée française en Afrique ont été possibles en grande partie grâce au soutien des Américains. Le problème de la logistique est donc bien réel. Toutefois, dans un cadre européen, les distances sont plus courtes qu'en Afrique, ce qui pourrait rendre les choses un peu moins difficiles.

Mais, en tout état de cause, la logistique reste un défi majeur. Elle est essentielle, mais elle dépend de l'étendue des opérations et comprend plusieurs volets. La logistique est la capacité de transporter et soutenir un volume de forces à un instant donné. Or, chaque pays dispose de moyens limités. C'est là que l'intérêt des Américains se fait sentir, car ils sont capables de mobiliser des dizaines d'avions de transport lourds pour déplacer à la fois des chars et des effectifs. L'avion de transport aérien européen, le A400M, a été fabriqué avec certaines difficultés, et il s'agit du seul modèle que nous possédons. Cependant, il n'est pas aussi performant que les avions américains. Le véritable avion de transport, le C-5 Galaxy, est gigantesque et capable de transporter des chars de combat, ce que nos avions ne

peuvent pas faire. Remarquons que les Etats-Unis avaient refusé d'en vendre à la France dans le passé.

Concernant la logistique terrestre, il existe également un problème lié aux règles administratives de chaque pays. Par exemple, lors d'une tentative pour déplacer par voie routière des chars Leclerc en Roumanie en 2022 sur des portes-chars, des engins pesant 100 tonnes, l'Allemagne a empêché la France de procéder ainsi. Il a fallu affréter des trains et utiliser les voies ferrées.

Pendant la guerre froide, dans le cadre de l'OTAN, les déplacements étaient facilités, car des normes adaptées à une guerre éventuelle avec le Pacte de Varsovie existaient. Cependant, après 35 ans de paix, les États ont modifié leurs règlements interne, en considérant que la guerre n'était plus possible en Europe. Ainsi, les règles et les textes appliqués aujourd'hui sont adaptés à une société en temps de paix, et non pas à une société qui doit réagir en temps de guerre, avec des moyens et des régulations différents.

Le Royaume-Uni, bien que sorti de l'UE, pourrait-il redevenir un acteur clé dans le renforcement de la sécurité européenne face à la Russie au regard du sommet organisé ce dimanche et du tournant géopolitique de cette semaine à Washington entre Trump et Zelensky ?

Pierre Verluise : Le Royaume-Uni a choisi de sortir de l'Union européenne en 2016, à la suite du vote en faveur du Brexit. Ce retrait est devenu effectif le 31 janvier 2020. Cependant, un certain nombre d'experts, dont Pierre Razoux, avaient signalé avec une grande lucidité, dès le mois de juin-juillet 2016, que, quel que soit le résultat du processus de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, il serait nécessaire de maintenir de bonnes relations avec ce pays. Sous l'angle militaire et stratégique, le Royaume-Uni reste indispensable pour nous. Force est de constater que Pierre Razoux avait raison, et de plus en plus, bien au-delà même de ce que l'on pouvait imaginer à l'époque.

Le Royaume-Uni est sorti de l'Union européenne il y a cinq ans. Or, ce sommet a été organisé à Londres pour tenter de dépasser la violence de Donald Trump à l'égard de Volodymyr Zelensky et de continuer à réfléchir à l'avenir. Cela prouve donc que le Royaume-Uni demeure un acteur clé, en partie parce qu'il dispose d'une arme de dissuasion nucléaire et d'une culture stratégique, même si son armée est en difficulté depuis longtemps. Le Royaume-Uni fait toujours partie du jeu, entretient une « relation spéciale » avec les États-Unis et fait partie depuis longtemps du système de coopération en matière de renseignement avec les Américains, mais sans les pays de l'Union européenne. Quelle est la part d'illusion dans la « relation spéciale » ?

Si les pays de l'UE avaient été lucides plus tôt, au sortir de la Guerre froide, il aurait été possible de ne pas déléguer autant notre sécurité aux États-Unis via l'OTAN. Si les pays de l'UE avaient eu une offre de sécurité à faire aux pays candidats, ils ne se seraient pas jetés dans les bras des Etats-Unis, via l'OTAN. Il aurait fallu développer une lecture stratégique

commune, investir dans la défense. Il fallait aussi limiter l'action des lobbyistes au Parlement et au cœur des institutions européennes. Tout cela aurait permis d'être dans une position beaucoup plus solide. L'aveuglement des Européens concernant le lobbying au sein des institutions européennes est une honte. Les pays européens ont fait semblant de prendre des mesures. Cela signifie que des puissances étrangères ont pu, via le lobbying, collecter du renseignement, influencer des décisions, diviser nos opinions et manipuler voire corrompre nos politiques. L'UE est dans une position fragile. Il nous faudra puiser au fond de nos ressources pour aller de l'avant. L'énergie nécessaire pour organiser une réponse devra se développer pendant deux à trois décennies. Si les pays de l'UE laissent se mettre en place le message, que Trump semble promouvoir, que la Russie peut sortir de ses frontières, agresser un voisin et en sortir gagnante trois ans plus tard, il faut savoir qu'il y aura d'autres pays derrière qui suivront. La victoire est une drogue. Si Poutine considère cela comme une victoire, il en voudra davantage. Son opinion publique, dans l'ensemble, en tirera satisfaction si l'issue de cette guerre peut être présentée comme une victoire. L'objectif clé de Poutine est d'écraser l'Ukraine.

Malheureusement, la question est de savoir si nous avons, à cette occasion, compris ou non la situation. Peut-être ne sommes-nous pas capables de comprendre. Je ne sais pas si nous aurons à la fois les neurones pour comprendre et les tripes pour agir.

La clé va être la capacité à tenir et de poursuivre ces efforts sur la durée. Nous commençons à comprendre que le monde est tragique et violent. Vladimir Poutine porte la responsabilité des crimes de Boutcha. C'est lui qui dispose, via les services russes, d'une très bonne connaissance de Donald Trump depuis les années 1980. Il est donc en position de force. Il revient aux pays de l'Union européenne de savoir si nous serons capables de résister ou non.

Pourrait-il y avoir des difficultés financières et industrielles qui pourraient accompagner une montée en puissance militaire des pays européens ? Ne serait-il pas temps pour les Européens, avec leur industrie d'armement, de produire en masse des équipements à des prix nettement inférieurs à ceux pratiqués aujourd'hui ?

François Chauvancy :

Actuellement, les équipements sont extrêmement chers. Un drone perfectionné fabriqué en Ukraine coûte 10 000 dollars, tandis que la même chose commandée à un industriel français coûterait 150 000 dollars. Cet écart considérable n'est pas dû au coût des matériaux, mais au fait que des certifications et des normes poussent à modifier les caractéristiques des technologies. Ces normes pèsent sur la fabrication de l'armement. Ce n'est pas la matière première en soi qui est plus chère, mais toutes les spécifications imposées pour des raisons de sécurité, entre autres, augmentent le coût.

En conséquence, le temps de fabrication est plus long, et les spécifications supplémentaires entraînent une hausse des prix. L'armement n'est pas fabriqué en quelques mois, mais

parfois sur plusieurs années, car les budgets alloués à la défense financent l'armement sur un certain délai. Cela aboutit à un matériel beaucoup plus cher que ce qui pourrait être produit en temps de guerre. La véritable question est donc de savoir s'il ne faudrait pas abandonner ces normes dès lors que nous entrons en temps de guerre ou de pré-guerre. Autrement dit, il s'agirait de mettre de côté les normes civiles pour ne se concentrer que sur la production rapide de matériel militaire.

Un exemple concret, bien que civil, serait celui des Jeux Olympiques de Paris. Tout le monde a reconnu que les règles administratives françaises ont été contournées légalement, car il était impossible de mener à bien l'organisation des Jeux Olympiques en appliquant les règles existantes. Une dérogation a été accordée. C'est également le cas à Mayotte, où la reconstruction nécessite la suspension de certaines règles d'urbanisme. Si les règles en vigueur avaient été appliquées, il aurait été impossible de reconstruire Mayotte, et un texte spécifique a été adopté. La même logique s'applique pour le temps de guerre. C'est pour cela qu'en période de guerre, les textes sont modifiés. Il serait nécessaire de les réintroduire et de les adapter... mais nous ne sommes pas en temps de guerre !

Concernant l'industrie de guerre, l'économie et le budget, l'Europe est dans une situation où nous ne serions pas capables de répondre rapidement à un besoin urgent en temps de guerre. Il est donc essentiel de pouvoir appliquer des règles différentes. Le problème est que toutes les règles administratives ne sont pas forcément abrogées et perdurent donc, entravant l'effort de guerre.

Pour la question du financement, la question se pose également. Il serait judicieux de produire des équipements moins chers et moins normés, en grande quantité. Cela serait un premier pas. Cependant, la situation économique de l'Europe, et en particulier de la France, montre bien qu'il sera difficile de tout financer de cette manière pour deux raisons. D'abord, l'industrie de l'armement est désormais essentiellement privée, ce n'est plus une industrie d'État. Un industriel ne travaille que s'il reçoit des marchés, des contrats. Dès lors que vous introduisez des situations de concurrence en Europe ou que vous modifiez les budgets alloués aux équipements en cours de route, cela met en difficulté l'industriel qui sera alors réticent à mettre en danger son entreprise. Il ne sera pas capable de produire autant qu'on le voudrait en période exceptionnelle. Par exemple, pour le canon CAESAR, la production est passée de deux canons CAESAR par mois à six aujourd'hui. Ce changement a pris deux ans. Il a fallu remettre les lignes de production en état, et l'exécutif a dû garantir le financement. Ce financement a été en partie assuré par les ventes d'armes, notamment aux Ukrainiens, mais pas uniquement à eux. Si l'industriel n'a pas les marchés nécessaires, cela ne peut pas fonctionner. L'État se retrouve donc contraint de garantir ces financements mais au détriment d'autres priorités.

Comment développer un parapluie nucléaire européen et bénéficier d'une dissuasion nucléaire à l'échelle du continent si nous n'avons plus le soutien des États-Unis ?

François Chauvancy :

Il est essentiel de ne jamais oublier que les États-Unis appliquent une dissuasion nucléaire en fonction de leurs intérêts et pas nécessairement en fonction de ceux des Européens. Même pour les bombes nucléaires tactiques qui existent en Europe, qui peuvent être mises en œuvre par des pilotes européens, allemands, belges, italiens, celles-ci ne peuvent être utilisées qu'avec l'autorisation des États-Unis. Ainsi, cette dissuasion nucléaire est en quelque sorte sous l'autorité des États-Unis. Sans l'aval des États-Unis, un État européen ne pourra pas utiliser l'arme nucléaire pour défendre son pays s'il est agressé.

Aujourd'hui, il existe deux autres puissances nucléaires en Europe, à savoir la France et le Royaume-Uni mais celui-ci sous dépendance partielle des États-Unis.

Seule la France dispose de l'indépendance quant à l'utilisation de l'arme nucléaire. Le président Macron a précisé le 7 février 2020 qu'il fallait prêter attention au libellé des mots, surtout lorsqu'il s'agit de questions nucléaires, car chaque mot compte. Mais en résumé, il considérait déjà, et cela est inscrit dans le Livre blanc sur la défense, que nos intérêts nationaux, ou plutôt nos intérêts vitaux, intégraient la sécurité de l'Europe. En d'autres termes, si l'Union européenne était attaquée, une logique de défense collective s'appliquerait et pourrait justifier l'emploi de l'arme atomique française pour assurer cette défense.

Cependant, la question qui se pose en détail concerne l'armement nucléaire : qui prend la décision ? or, celle-ci doit être de nature nationale. Le processus actuel de décision collective concernant l'arme nucléaire au titre de l'Europe et de sa défense par un État européen, avec l'aval des autres États, n'est pas défini. Actuellement, seule la France dispose de la décision unilatérale : elle fait ce qu'elle estime juste et les autres États, théoriquement, ne sont pas associés à cette décision. S'ils n'acceptent pas cette situation, ces pays savent qu'ils ne pourront pas avoir d'autorité sur l'utilisation de l'arme nucléaire. Il n'existe pas de système de double commande d'autant que le financement de l'arme nucléaire a été assuré par le contribuable français.

Le budget de la défense française prévoit une allocation de 5 à 7 milliards d'euros par an pour l'armement nucléaire, et ce, jusqu'au-delà 2035. Si les autres États européens souhaitent avoir un droit de regard sur l'arme nucléaire, ils devraient probablement contribuer financièrement. La France bénéficie de son indépendance parce qu'elle a financé son armement nucléaire.

De fait, la France pourrait prendre une décision presque unilatérale pour dire qu'elle défend l'Europe, y compris par l'usage de l'arme nucléaire.

Comment qualifier la résilience de l'économie européenne et la capacité de ses sociétés à accepter une situation de guerre ?

François Chauvancy :

Dès lors que la conscription a été supprimée, ou mise en sommeil dans tous les pays européens, à l'exception des États baltes ou de la Suède qui l'ont rétablie. Certains États envisagent sérieusement que le service militaire puisse être nécessaire. Cela permettrait de renforcer la résilience des sociétés. Aujourd'hui, la plupart des gens adoptent le réflexe de penser que la défense est de la responsabilité des seuls militaires professionnels, et non de la leur. Cependant, il s'agit d'une question de responsabilité collective.

L'Ukraine nous a enseigné une réalité : l'armée dite professionnelle est mise à mal après trois ans de guerre. L'armée qui existait il y a cinq ans n'existe plus. Il faut donc remplacer et compléter les effectifs. Comment est-ce possible ? En formant rapidement des personnes sur le terrain mais suscite des pertes humaines importantes. Seule la formation et l'entraînement dans la durée peuvent garantir une survie suffisante au combat. . Cela signifie donc que la société, et le citoyen, doit se réapproprier la notion de défense du pays par les armes, une défense nationale. Il faut, bien entendu, qu'un certain nombre de citoyens soient formés à l'avance, car cela fait partie de la résilience. Ces citoyens pourraient être mobilisés en cas de guerre, car il est impossible de mobiliser des personnes si elles n'ont pas été formées au préalable.

L'idée d'un service militaire pour renforcer la résilience d'une société pénètre progressivement les esprits, certes de manière lente et difficile. Actuellement, il y a un appel croissant aux volontaires, notamment les réservistes, qui jouent un rôle crucial. Le président de la République a exprimé le souhait d'augmenter le nombre de réservistes opérationnels à 105 000 en 2035, contre les 40 000 actuels. Cela signifie que l'on fait appel aux volontaires qui souhaitent servir leur pays par les armes, mais que l'ensemble de la nation n'est pas encore mobilisé. En Ukraine, la situation a été différente : le service militaire a été rétabli en 2015, une mobilisation obligatoire a été mise en place, avec une interdiction de quitter le pays, dès le 25 février 2022, pour tous les hommes susceptibles de porter une arme.

En somme, la résilience des sociétés doit passer, du point de vue militaire, par une réappropriation d'une manière ou d'une autre, du sens de servir son pays, même en utilisant les armes. Ce n'est pas encore une réalité courante dans nos sociétés, mais avec l'Ukraine, cette idée commence à revenir. La résilience, cependant, ne se limite pas à cet aspect. Elle concerne aussi la préparation de la société à accepter des sacrifices économiques, des restrictions multiples et de la résistance aux actions d'ingérence. Il s'agit de maintenir le moral et de croire en la victoire.

En ce qui concerne la résilience économique, il faut se préparer à des situations où, en temps de guerre, il n'y aurait pas seulement des sanctions, mais aussi des produits qui ne parviendront plus chez nous, des matières premières qui manqueront, des minerais auxquels nous n'aurons plus accès. Cela signifierait que l'économie se transformerait en une économie de guerre, non pas pour mener la guerre, mais simplement pour faire en sorte que la société continue de fonctionner. Il est donc nécessaire d'anticiper, ce qui a déjà été entrepris en France, mais aussi ailleurs. Cela inclut la création de stocks de pétrole, de gaz, de minerais. Ces démarches sont en cours et ont commencé il y a plusieurs années

pour tenir pendant plusieurs mois. Tous les automatismes oubliés depuis la guerre froide sont en train de revenir. En somme, la résilience des sociétés est à la fois morale et économique. Il convient de souligner que les hommes politiques et les gouvernants doivent également être à la hauteur de la tâche, en fonction des objectifs qui ont été fixés.

Une autre question pourrait se poser. Les Ukrainiens ont intégré un grand nombre de combattants étrangers. La Russie a adopté une approche similaire. La question se pose : les citoyens d'origine nationale doivent-ils être les seuls à assurer la défense du pays à l'extérieur sans tenir compte de toutes les personnes résidant sur le territoire national ? Une autre question se pose aussi : celle du rôle des diasporas et de l'homogénéité sociale qui doit être préservée face à la menace. Prenons l'exemple du Moyen-Orient, et ce qui se passe en Israël et à Gaza avec les impacts sur notre société : ce contexte pourrait causer des tensions et des troubles internes en cas de mobilisation générale.

Ces questions doivent être prises en considération. Pour renforcer la résilience de la nation, il faut veiller à ce qu'il existe véritablement une nation et non une société éclatée. Cette vision politique et sociale, sinon sociétale, de la Nation est nécessaire. Elle doit aboutir à des réformes intérieures qui redéfinissent le sens de la citoyenneté. J'ai pu le constater dans des lycées où j'ai observé ce phénomène. L'éducation des futurs citoyens doit intégrer la défense de leur pays, sous une forme ou une autre, sensibilisation aujourd'hui bien lacunaire aujourd'hui.